



www.journaldumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°428 du 22 au 28 juin 2023

PRIX DU COTON

UNE HAUSSE SUFFISANTE

ACCIDENTS DE LA ROUTE

MESURES URGENTES

CAN U23

LE MALI VISE LE PODIUM



MINUSMA

PAR ICI LA SORTIE

GRATUIT

Ne peut être vendu

Le Mali a officiellement demandé le départ de la mission onusienne présente dans le pays depuis 10 ans. Le conseil de sécurité de l'ONU se penchera sur la question le 29 juin prochain.



un site
un hebdo
une appli

Toute l'actu du Mali



www.journalumali.com



@JournalDuMali



@JourDuMali

ÉDITO

MINUS-OUT

Clap de fin ou coup de pression ? Les autorités maliennes en ont surpris plus d'un. Si c'est un euphémisme que de dire qu'il y avait de l'eau dans le gaz entre le gouvernement et la MINUSMA, la demande de départ sans délai fut pour le moins inattendue. Les parties s'accordaient sur un statu quo qui n'étaient plus tenable et le Secrétaire général de l'ONU proposait une reconfiguration. Cette dernière n'a pas eu l'assentiment attendu. En tournant cette page, vous pourrez lire un article plus détaillé sur cette demande de départ et ses conséquences, mais en attendant nous pouvons nous interroger ensemble. Sur le timing de la demande, deux jours avant un scrutin référendaire et deux semaines avant le débat à l'ONU. Concernant les conséquences, près de 1 000 Maliens sont employés par la mission, sans compter les emplois indirects, les contrats avec des prestataires locaux, la manne financière et les projets de développement. Comment l'État compte-t-il absorber ceux qui perdront leur travail ? Si, dans son communiqué motivant sa décision, le gouvernement a assuré qu'il prendrait des mesures adaptées, leur esquisse concrète est encore attendue. Comment éviter la grogne sociale que cela pourrait engendrer, notamment dans le nord du pays, où à Gao plusieurs associations ont affiché leur soutien au maintien de la mission ? Et si, au final, ce n'était qu'un coup de pression ? Même s'il est difficile d'imaginer que les autorités puissent se dédire après une telle annonce, il n'est pas inopportun d'imaginer que leur but est d'amener le Conseil de sécurité à mieux considérer « la position » du Mali. Dans ce cas de figure, le gouvernement, qui aurait réussi à faire fléchir l'ONU et à la soumettre à sa volonté, serait un bon argumentaire pour certains acteurs de la Transition. Alea jacta est, comme diraient les Latins. Nous verrons jusqu'où.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA

LE CHIFFRE

212 862

C'est le nombre de candidats qui prennent part aux épreuves du Baccalauréat, qui ont démarré le lundi 19 juin 2023.

ILS ONT DIT...

« Dans la matinée, nous avons fait des communiqués pour dire qu'il n'y avait pas de vote à Kidal. Si quelqu'un a la preuve qu'il y a eu vote à Kidal, qu'on nous l'apporte. Nous étions hier soir (18 juin) sur l'ORTM, nous avons dit qu'il n'y a pas eu de vote à Kidal, ni à Tessalit, ni à Aguelhok, ni à Tin-Essako. Nous avons 150 observateurs qui ont été formés et déployés à Kidal, nous n'avons pas eu d'échos qu'il y ait eu vote à Kidal ». **Dr Ibrahim Sangho, Président de MO-DELE-Mali**, le 19 juin 2023.

« La tenue des élections dans les délais proposés est souhaitée afin que ces pays (Mali, Burkina Faso, Guinée) disposent de régime et de dirigeants démocratiquement élus (...). Les élections sont un impératif pour toute l'Afrique de l'Ouest, en particulier pour la Côte d'Ivoire, pays voisin de ces trois nations et qui y a soutenu tous les efforts de sortie de crise ». **Alassane Ouattara, Président de la Côte d'Ivoire**, le 20 juin 2023.

UN JOUR, UNE DATE

23 juin 2016 : Référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne (Brexit)



L'équipe nationale du Sénégal a battu le 20 juin le Brésil (4-2) en match amical. Une victoire de prestige acquise grâce à un doublé de Sadio Mané.



Hunter Biden, le fils du Président américain Joe Biden, a plaidé coupable le 20 juin pour fraude fiscale et détention illégale d'arme à feu. Grâce à un accord avec le Procureur, il devrait éviter la prison, mais sera soumis à une mise à l'épreuve de deux ans.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Cristiano Ronaldo a reçu le 10 juin un certificat officiel du Guinness World Records pour son 200^{ème} match en sélection. Il est le joueur de football qui a disputé le plus de matchs avec une sélection.

MINUSMA : PAR ICI LA SORTIE

Les jeux semblent faits pour la mission onusienne après la demande officielle de son départ « sans délai » du Mali par les autorités de la Transition, le 16 juin 2023. Confrontée au retrait de certains pays contributeurs et à la contestation d'une partie de la population, aucune parade ne paraît possible pour éviter le désengagement de la Minusma, dont l'avenir sera discuté le 29 juin prochain à l'ONU.

ALY ASMAÏNE ASCOFARÉ

La décision en a surpris plus d'un. Lors de la session du Conseil de Sécurité consacrée à l'examen du Rapport trimestriel du Secrétaire général des Nations unies sur la situation au Mali, tenue à New York le 16 juin 2023, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, a, au nom de l'État malien, demandé le retrait « sans délai » de la MINUSMA. Depuis quelque temps, ce n'est plus le grand amour entre les autorités de la Transition et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Dans son rapport du 1er juin 2023, le Secrétaire général des Nations unies, António Guterres, indique que les déplacements de la MINUSMA, « tant au sol que dans les airs, ont continué de faire l'objet de restrictions ». Entre le 1er avril et le 11 mai 2023, la Mission a demandé 565 autorisations de vol, dont 167 n'ont pas été obtenues. En plus, selon le document, elle a subi deux restrictions à ses mouvements terrestres. Le 21 avril, l'une de ses patrouilles s'est vu refuser l'accès au village de N'Tomi Kono, situé à 40 kilomètres de Sévaré, et le 2 mai une patrouille s'est retrouvée bloquée au niveau du poste de contrôle des Forces armées maliennes du village de Thy, à 9 kilomètres au nord de Sévaré. « Dans le centre, la MINUSMA et ses patrouilles de protection des civils n'ont plus eu accès aux villes de Djenné et de Sofara depuis avril, en raison d'opérations militaires des Forces armées maliennes. À Gao, l'accès aux zones sud d'Ansongo et de Tessit est également

resté prohibé à la Mission pour des motifs similaires », déplore António Guterres. Outre ces restrictions à la liberté de déplacement que le gouvernement impute au non-respect des procédures convenues, la Mission voit ses rapports contestés en bloc devant l'ONU par l'État malien et l'expulsion de membres de son personnel. Le 5 février dernier, Guillaume Ngefa-Atondoko Andali, Directeur de la Division des droits de l'Homme de la MINUSMA, a été renvoyé du pays, tout comme, quelques mois auparavant, Olivier Salgado, qui était le Porte-parole de la Mission. Elle est également poussée vers la sortie par certaines organisations, notamment le mouvement Yèrowolo Debout sur les remparts, dont certains membres accusent la mission onusienne de « raviver le terrorisme au Mali ». En sus, dans une lettre adressée en



Les casques bleus de la MINUSMA pourraient bientôt quitter le Mali après 10 ans de présence.

la doctrine des missions de paix des Nations Unies. « En outre, la MINUSMA devient désormais une partie du problème, notamment en alimentant les tensions intercommunautaires exacerbées par des allégations d'une extrême gravité et qui sont fortement préjudiciables à la paix, à la réconciliation et à la cohésion sociale », déclare le Porte-parole du gouvernement, le Colonel Abdoulaye Maïga. Par ailleurs, les autorités de la

tégitimité territoriale et sa stabilité. C'est pourquoi on lui demande de partir. Elle a échoué, elle doit l'assumer et partir », renchérit le Commandant en chef de Yèrowolo debout sur les remparts, Adama Ben Diarra. Ce collectif, farouchement opposé à la France, en veut aussi à la mission onusienne parce que « ce pays a encore des personnes dans des postes-clés de la MINUSMA. De ce fait, si on doit chasser Barkhane

REPÈRES

25 avril 2013 :

Le Conseil de Sécurité de l'ONU adopte la résolution 210 créant la Minusma

29 juin 2022 :

Dernier renouvellement du mandat

16 juin 2023 :

Demande du retrait de la Minusma par les autorités de la transition

29 juin 2023 :

Réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur le mandat de la Minusma.

30 juin 2023 :

Fin du mandat actuel

tié des sondés n'étaient pas satisfaits de la MINUSMA, avec « 14% plutôt insatisfaits et 45% très insatisfaits ». D'autre part, « de manière officielle », certains politiques voient en la décision du gouvernement « une façon de truquer les élections futures sans que la MINUSMA ne vienne mettre son nez dans ses affaires. Je ne conçois pas qu'on demande le départ de la Mission au moment où s'annoncent les élections majeures que sont la présidentielle et les législatives. Pour la sécurisation ou l'acheminement des équipements, par exemple, elle

pourrait aider », fait remarquer un acteur politique.

Processus de désengagement

Après dix ans de présence au Mali, la mission onusienne s'achemine très probablement vers sa fin. Mais si cela est acté le 29 juin par le Conseil de sécurité de l'ONU, « le retrait ne se fera pas à l'instant, comme le pensent beaucoup de gens », indique un employé de la MINUSMA. D'après un rapport d'octobre 2018 sur les conditions et stratégies de sortie des opérations de maintien de la paix, l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix, de manière générale, « le processus doit être envisagé dans une stratégie intégrant une approche inclusive alliant complémentarités entre les différents acteurs intervenants et coordination efficace ». Ceci va aboutir à la fermeture physique et au retrait de la mission, aussi appelée liquidation. Au-delà du désengagement des contingents, les opérations concerneront également, entre autres, la fermeture des sites, l'inventaire et la cession des actifs de la mission, la rupture des contrats avec les prestataires, la réduction d'effectifs, la réaffectation du personnel, le transfert de responsabi-

tés au gouvernement du pays hôte et aux agences onusiennes, ainsi que les dernières transactions administratives. « C'est un processus complexe qui peut s'inscrire dans un calendrier de longue durée », note l'agent de la mission. Ce processus peut prendre plusieurs mois, voire une année. Selon un responsable de la mission sous couvert d'anonymat, la MINUSMA n'a pas perdu l'espoir de changer la décision des autorités. Pour certains, cette demande est un « moyen de pression » afin que les Nations unies acceptent les conditions du Mali en cas de renouvellement.

Nombreuses conséquences

Les conséquences pourraient être terribles. Décrite sur l'aspect sécuritaire, la MINUSMA contribue toutefois au développement socio-économique du Mali. Après une décennie de présence, elle emploie au moins 859 Maliens, selon les données de ses effectifs de décembre 2022. À cela s'ajoutent plusieurs activités socio-économiques. Ce qui fait craindre à Bakary Sidibé, Président du mouvement de jeunes de Gao Gomno, son probable départ. « La MINUSMA joue un grand rôle au Nord au plan du développement et humanitaire. Par exemple, en septembre dernier, alors que la ville de Gao était en rupture de médicaments, elle a transporté les colis des pharmacies dans ses avions car la route Douentza-Gao était coupée par les terroristes ». De plus, continue-t-il, elle a créé à Gao plus de 150 emplois directs et, en collaboration avec les ONG, elle fournit aussi du travail à plus de 800 personnes. Le gouvernement doit prendre des mesures pour ces gens avant le retrait de la Mission, car, s'il lutte contre l'insécurité, il doit aussi lutter contre le chômage ». Certains observateurs affirment que le gouvernement ne pourra pas combler le fossé économique que creuserait le départ de la Mission. Ce qui pourrait accentuer des frustrations entraînant une grogne sociale, craignent-ils. ■

3 QUESTIONS À



SOUMAÏLA LAH

Coordinateur national de l'Alliance citoyenne pour la réforme du secteur de la Sécurité

1 Comment analysez-vous de la décision du gouvernement ?

Depuis un moment les autorités de la Transition ont adopté un modus operandi pour analyser le souhait de l'opinion avant de prendre des décisions d'envergure. Il y a des organisations proches d'elles qui depuis un moment veulent voir partir la Minusma. Partant de là, je m'attendais à un moment donné à cette demande de retrait. Par ailleurs, les autorités ont aussi pris conscience que la Minusma n'est plus que l'ombre d'elle-même. La plupart des pays contributeurs, en termes d'effectifs, de financement et de mise à disposition de logistique, sont dans une position mitigée concernant leur maintien ou pas. Certains se sont déjà retirés. La Minusma, depuis une année et demie, est très affaiblie.

2 Le Conseil de sécurité peut-il contrer la décision ?

Ce Conseil étant l'organe qui valide ou invalide la prorogation ou pas des mandats des Casques bleus, il aura son mot à dire. Mais il serait quand même impertinent pour lui d'aller à l'encontre de la décision souveraine des autorités du Mali.

3 S'il y a un retrait, combien de temps le processus pourrait-il prendre ?

Il est évident que c'est ne sera pas du tic au tac. Le processus va s'étaler dans le temps. Les deux parties, si le retrait est acté, vont s'asseoir et discuter pour élaborer très certainement un calendrier. Et le retrait se fera en fonction de ce calendrier.

La MINUSMA emploie au moins 859 Maliens, selon les données de ses effectifs de décembre 2022. À cela s'ajoutent plusieurs activités socio-économiques.

août 2022 aux responsables de la MINUSMA « pour qu'elle parte », le collectif, dirigé par le membre du Conseil national de transition Adama Ben Diarra, a multiplié les manifestations et propos hostiles à sa présence. Sans pourtant valider ces agissements, le gouvernement ne les a cependant jamais condamnés.

Les raisons de la demande ?

Pour le gouvernement, le mandat de la MINUSMA n'est pas adapté à la situation sécuritaire au Mali, qui aurait nécessité, selon lui, une force de lutte contre le terrorisme dépassant

Transition ne pardonnent pas aux Nations unies le rapport de mai 2023 dans lequel elle accuse les Forces armées maliennes d'exactions contre des populations civiles dans le village de Moura, dans la région de Mopti, en mars 2022. Une plainte a même été déposée par le contentieux de l'Etat et une procédure ouverte par la justice contre des membres de la mission d'établissement des faits de Moura précise un communiqué daté du 19 juin. « C'est la mission même qui a été un échec. Elle n'a jamais pu sécuriser les civils et n'a pas pu aider le Mali à recouvrer son in-

pour maintenir la MINUSMA, c'est comme si l'ennemi restait toujours là », explique un membre de la cellule de communication du mouvement, selon lequel, « si on pouvait réviser ses conditions et donner le leadership de la Minusma par exemple à la Russie ou à la Chine, c'est sûr qu'elle serait une mission de soutien et non de déstabilisation ». La Mission est aussi confrontée à une défiance de la population malienne en général. Les résultats de l'enquête d'opinion « Mali-Mètre 2022 » de la Fondation Friedrich Ebert montrait que plus de la moi-

NATIONS UNIES : DES MISSIONS AU BILAN MITIGÉ

Le probable départ prochain de la MINUSMA du Mali alors qu'elle n'a pas totalement atteint ses objectifs rappelle l'histoire d'autres missions onusiennes qui ont pris fin. Focus sur quelques-unes.

ALY ASMAËNE ASCOFARÉ



Très critiquée, l'ONU a mis fin en 2017 à sa mission en Haïti après 13 années de présence.

La MINUEE va prendre fin malheureusement, non pas parce que son mandat a été exécuté, mais parce que son mandat était devenu impossible à exécuter. Ces propos de 2008 de Jan Grauls, alors ambassadeur belge à l'ONU, en disent long sur ce qu'a été la Mission des Nations unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE). En juin 2000, après deux années de combat à cause d'un litige

frontalier, l'Éthiopie et l'Érythrée ont signé un accord de cessation des hostilités après des pourparlers. Il prévoyait la création d'une zone de sécurité provisoire qui serait contrôlée par des observateurs militaires des Nations unies (UNMO) et où patrouillerait une force impartiale de maintien de la paix de l'ONU. En juillet 2000, le Conseil de sécurité a créé la MINUEE, composée de 200 observateurs militaires

et d'environ 4 200 Casques bleus, « pour maintenir les liens avec les belligérants et mettre en œuvre des méthodes de vérification du cessez-le-feu ». Huit ans après, en juillet 2008, la Mission, contestée par les deux belligérants, a pris fin, au grand dam des Nations Unies. En effet, la décision du Conseil de sécurité de l'ONU d'y mettre fin était intervenue, a-t-il indiqué, « en réponse à des obstructions imposées par l'Érythrée aux opérations de la MINUEE et au refus de l'Éthiopie de reconnaître le tracé de la frontière, établi par une commission indépendante, qui a attribué la région de Badme à l'Érythrée ». Autre mission, destin similaire. Tout comme la MINUEE, la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) traîne aussi un bilan mitigé. En 2004, les Casques

bleus sont intervenus dans un contexte de profonde instabilité politique et de grande violence criminelle en Haïti. Si la situation s'est nettement améliorée au moment de son départ, en octobre 2018, leur bilan a été entaché par des nombreux abus commis par le personnel de la Mission. « Après plusieurs mois d'atermoiement, l'ONU a reconnu l'implication de soldats de la MINUSTAH dans l'apparition d'une épidémie de choléra, imputée à un campement de Casques bleus népalais, qui a fait près de 10 000 morts et 800 000 personnes malades. De nombreux cas de viols et d'exploitation sexuelle impliquant les personnels de la Mission ont également été recensés », indique le Dr Oswald Padonou, enseignant et chercheur en sciences politiques spécialisé en relations internationales et études de sécurité dans une étude de 2018 sur les opérations de maintien de la paix de l'ONU. ■

MISSIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX : CE QU'IL FAUT SAVOIR

3 PRINCIPES



Consentement



Impartialité



Non recours à la force sauf en cas de légitime défense ou pour défendre le mandat

SANS LE RESPECT DE L'UN DE CES PRINCIPES

Le Mali ayant retiré son consentement, le 29 juin prochain, il sera presque impossible pour le conseil de sécurité de renouveler le mandat. Si elle le fait, la mission ne serait plus de maintien de la paix mais d'imposition de la paix.

Si les conditions ne sont plus réunies, le Conseil de sécurité peut décider de mettre fin au mandat d'une mission. Comme ce fut le cas en 2008 avec la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée. Cette décision a été motivée notamment par des restrictions imposées par l'Érythrée à la mission. La MINUSMA se plaint de restrictions imposées par les autorités maliennes.

La fermeture physique et le retrait de la mission, aussi appelée liquidation, est un processus complexe. Au-delà du désengagement des contingents, les opérations concernent entre autres, la fermeture des sites, l'inventaire et la cession des actifs de la mission, la rupture des contrats avec les prestataires, la réduction d'effectif, la réaffectation du personnel, le transfert de responsabilités au gouvernement du pays hôte et aux agences onusiennes ainsi que les dernières transactions administratives.

Source : Nations Unies

CANAL+

FESTIVAL DE CADEAUX !

★ LE DECODEUR HD ★
5 000 FCFA TTC*
~~10 000~~ FCFA TTC
 ★ + INSTALLATION OFFERTE ★

REABONNEZ-VOUS
 A LA MEME FORMULE
 | ★ 15 JOURS OFFERTS** ★ |
 A TOUT CANAL+

* Offre valable du 25 mai au 30 juin dans la limite des stocks disponibles pour tout nouvel abonnement à partir de la formule Accès des Bouquets CANAL+. Paraboole offerte. Hors frais d'installation. Installation offerte à toutes les formules par un technicien agréé CANAL+ avec une garantie de 6 mois. Prix TTC maximum conseillé. Voir tarifs et conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé. Participation à la promotion pour bénéficier de la promotion à partir du 25 mai à la formule Accès à la formule EVASION des Bouquets CANAL+.

** Offre valable du 25 mai au 30 juin pour tout réabonnement à la dernière formule active. Bénéficiez de la formule TOUT CANAL+ offerte pendant 15 jours. Voir conditions de l'offre auprès de votre Distributeur Agréé ou au 36 555 (premier appel local).

DÉSACCORD AU SEIN DE LA PLATEFORME DES MOUVEMENTS DU 14 JUIN D'ALGER

Divisée en tendances depuis plusieurs mois, la Plateforme des Mouvements du 14 juin d'Alger, signataire de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali en 2015, continue de se fracturer. Le processus d'adoption du projet de Constitution a accentué les divergences au sein du groupe armé, déjà longtemps gangrené par des différends dans la gestion de la mise en œuvre de l'Accord issu du processus d'Alger.

MOHAMED KENOUI

Qui de Maître Harouna Toureh ou de Hanoune Ould Aly a réellement les commandes de la Plateforme des Mouvements du 14 juin d'Alger ? Ces deux figures de la Plateforme, le premier Porte-parole et le second Président, se font depuis un moment la « guerre » sur fond de communiqués et de démentis. Bien que sa position contre le référendum et le projet d'adoption d'une nouvelle Constitution était déjà connue plus tôt, l'escalade est partie d'une déclaration, le 5 juin dernier, du Cadre stratégique permanent pour la paix, la sécurité et le développement (CSP-PSD), incluant la Plateforme, qui réaffirmait son rejet. Une prise de position contre laquelle s'érigera dans la foulée la tendance incarnée par Maître Harouna Toureh, actuel ministre de la Communication, soutenant le projet de Constitution et informant que la Plateforme était souvent « asso-



De gauche à droite, le ministre Harouna Toureh et Fahad Ag Almahmoud.

nul effet », car n'ayant fait l'objet « d'aucune concertation à l'interne » et ne visant « pour son initiateur que de sauver son poste de ministre dans le gouvernement ». Cette tendance réaffirmait par ailleurs son attachement à demeurer au sein du CSP-PSD.

soucis », explique une source spécialiste de ces groupes armés qui a requis l'anonymat. Selon elle, la fracture ouverte aujourd'hui entre les mouvements membres de la Plateforme était prévisible. « Cela rappelle un peu comment la Plateforme a été créée en 2014 pour, en quelque sorte, soutenir les autorités contre la CMA. De fil en aiguille et au fil du temps, ses mouvements ont commencé à se démarquer, à fermer la Plateforme à d'autres adhérents. Dès le départ il y a eu quelques divisions et cela s'est poursuivi », poursuit notre interlocuteur, qui impute ces divisions aux « problèmes d'égo et de leadership et surtout d'intérêts en jeu pour chaque camp ».

Quel avenir ? Les antagonismes entre les tendances de la Plateforme n'ont pas débuté avec le désaccord sur le projet de Constitution. En 2021, lors de la tenue des Assises nationales de la Refondation, le Secrétaire permanent du MAA, Moulaye Abdallah Haidara, affirmant la participation de la Plateforme, s'était insurgé contre Fahad Ag Almamoud

EN BREF

CEDEAO : MALI, BURKINA FASO ET GUINÉE AU CŒUR DU PROCHAIN SOMMET

Le prochain sommet de la Cedeao, prévu le 9 juillet 2023 en Guinée-Bissau, va à nouveau plancher sur les transitions au Mali, au Burkina Faso et en Guinée, notamment sur la tenue des scrutins devant marquer leur fin et le retour à l'ordre constitutionnel. Le Président ivoirien l'a affirmé le 20 juin après un entretien avec le représentant du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Leonardo Santos Simão, en visite à Abidjan. « La tenue des élections dans les délais proposés est souhaitée afin que ces pays disposent de régimes et de dirigeants démocratiquement élus » a souligné Alassane Ouattara. Selon le chronogramme consensuel avec la Cedeao, les transitions malienne et burkinabé devraient prendre fin en 2024, tandis qu'en Guinée le retour à l'ordre constitutionnel est prévu courant 2025. Le Mali vient de tenir un référendum constitutionnel dont l'annonce avait été bien accueillie par l'instance sous-régionale, qui avait d'ailleurs félicité le gouvernement de transition. ■

M.K

Les antagonismes entre les tendances de la Plateforme n'ont pas débuté avec le désaccord sur le projet de Constitution.

ciée, à tort, à des prises de positions publiques contraires à ses valeurs républicaines et à ses engagements solennels, à une organisation étrangère aux structures de mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, (le CSP-PSD, Ndlr) ». « Plus encore, la Plateforme dit, après consultation de ses membres fondateurs et alliés, des autorités traditionnelles et religieuses, sortir définitivement et irrévocablement du CSP-PSD », avait poursuivi le communiqué daté du 12 juin 2023, que la tendance d'Hanoune Ould Aly qualifiera 24 heures plus tard de « nul et de

Vieilles querelles Peu après sa création, en 2014, la Plateforme, composée, entres autres, du Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA), de la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance (CMFPR), du Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) et du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), a souvent connu des scissions. « Vous avez Le MAA qui s'est divisé en deux tendances, la CMFPR en trois sous-groupes et le GATIA également divisé. Même si actuellement les deux tendances parlent d'une même voix, il reste des petits



SÉKOU NIAMÉ BATHILY

« Nous respectons les décisions de justice »

La Cour suprême a rejeté le pourvoi du Président du RPM Bokary Tréta contre la décision de la Cour d'appel datée du 1er juin 2022 et confirmant la victoire du camp de Me Baber Gano dans l'affaire qui les opposait. Me Gano et ses soutiens avaient attaqué devant la justice la décision faisant du Dr Tréta le candidat naturel du parti à la présidentielle. Sékou Niamé Bathily, chargé de Communication du RPM, répond à nos questions.

PROPOS RECUEILLIS PAR FATOUMATA MAGUIRAGA

Que pensez-vous de la décision de la Cour suprême ? Nous sommes un parti républicain et nous respectons les décisions de justice. Lors du Comité central de décembre 2021, l'une des résolutions étaient d'organiser le 5ème congrès. En 2019, tout le parti était dans cette dynamique quand le DNI a

été annoncé par le Président de la République d'alors (IBK). Par la suite, le collège électoral a été convoqué pour les législatives. Ce sont les mêmes camarades du Bureau politique qui ont décidé ensemble de ne pas aller au congrès parce que les élections se profilaient. L'argument était d'éviter l'affaiblissement du parti par un congrès à la veille d'une élection qui devait donner une majorité à l'Assemblée nationale au Président de la République. Nous ne pouvons pas aujourd'hui faire porter le chapeau au Président Tréta pour le report de la date du congrès.

Qu'entendez-vous faire pour parvenir à l'organiser ?

On doit sortir de cette histoire de clans et mettre cette affaire judiciaire derrière nous en allant rapidement vers le congrès. Il y a deux possibilités. La première est que les protagonistes comprennent que nous n'avons qu'une mission, organiser le congrès en s'entendant pour en fixer la date. La seconde est de faire recours à l'article 30 des statuts en faisant convoquer le congrès par les 2/3 des Secrétaires généraux des sections si le Président ne peut pas organiser un congrès à la demande du Bureau politique, qui n'existe plus dans notre cas. Les Secrétaires généraux ont d'ailleurs décidé majoritairement, lors de la rencontre avec le Président du parti le 11 juin dernier, d'aller à l'organisation du congrès et ont mis en place une Commission de bons offices.

Craignez-vous une autre division au sein du RPM ?

Très sincèrement je ne le souhaite pas, mais nous ne sommes pas à l'abri. Je ne le souhaite pas parce que j'ai vu ces camarades se côtoyer et traverser des moments difficiles. Pour moi qui suis témoin de ce parcours, qui nous a menés jusqu'à la magistrature suprême, si nous en sommes à ce niveau cela ne me surprend pas. Parce que dans un grand parti comme le RPM il faut s'attendre à ce genre de tempêtes. ■



Spécial Promo Wifi banbali fo i ka sô À partir de 30 000 fcfa

- ✓ Installation et mise en service
- ✓ 1 mois d'abonnement gratuit
- ✓ Assistance technique 24h/7j

Valable dans les quartiers de :

- Garantibougou
- Kabala
- Kalaban Coro
- Kalaban Coura
- Niamakorocourani
- Tiébani

Offre Valable jusqu'au
15 Juin 2023
* Offre soumise à conditions

20 28 00 00

www.afribone.com

PRIX DU COTON : UNE HAUSSE SUFFISANTE ?

Le prix au producteur du coton pour la campagne 2023 a été fixé à 295 francs CFA. Un prix inédit décidé lors du Conseil supérieur de l'Agriculture, le 5 juin 2023. Une augmentation destinée à compenser les contraintes de la saison passée et à booster la production. Mais elle n'atteindra ses objectifs qu'avec la maîtrise des autres facteurs, notamment ceux liés aux aléas du climat.

FATOUMATA MAGUIRAGA

« L'augmentation est une intervention pour réparer les incidences de la campagne passée, surtout par rapport à l'accès aux intrants », explique le Dr Abdrahamane Tamboura, économiste. Particulièrement éprouvante pour les producteurs, la campagne cotonnière de 2022 ne leur a pas permis d'avoir accès aux quantités d'engrais escomptées, obligeant plusieurs d'entre-eux à réduire considérablement les surfaces prévues. Capable d'influencer l'engagement des producteurs, cette hausse du prix est donc « un des indicateurs pour leur comportement ».

Campagne ambitieuse Si le kilogramme du coton à 295 francs est « acceptable », le Mali aurait pu faire plus, estime Issa Konaté, producteur de coton à Yirgansso, dans le secteur de Niéna (Région de Sikasso). Par rapport aux prévisions, les pertes s'élèvent à environ 400 000 tonnes, ajoute M. Konaté. Selon une évaluation des autorités, ces pertes se chiffrent à environ 10 milliards de francs CFA, loin de



Avec ces mesures, le Mali espère retrouver sa place de leader en Afrique.

« 17 milliards, selon nos prévisions », précise le producteur. C'est pourquoi il se demande si leurs attentes seront comblées. D'autant qu'ils restent représentés par un mandataire, regrette M. Konaté, la crise au sein de la Confédération des coopératives de producteurs restant d'actualité. En attendant, les producteurs qui ont reçu de l'engrais s'attellent à fertiliser les premiers semis. Mais, pour atteindre les objectifs d'une campagne qui s'annonce ambitieuse (la première place et une prévision de 780 000 tonnes), en plus d'un prix incitatif au producteur l'État doit penser à faciliter

l'accès aux intrants, à travers une baisse des prix et la mise à disposition des quantités souhaitées. « Avec ces facteurs, on peut s'attendre à une bonne campagne si les aléas climatiques n'interviennent pas », relève le Dr Tamboura. En effet, nous restons « toujours assujettis aux aléas du climat. Et la question de la maîtrise de l'eau n'est pas abordée dans les zones de production cotonnière ». Il faut ainsi penser à stocker l'eau pour l'utiliser lorsque les pluies viennent à manquer.

« Il nous faut surtout développer des technologies », suggère le Dr Tamboura, afin que les producteurs continuent d'être attirés par une culture de rente qui reste importante pour l'État. ■

EN BREF

PRÉFÉRENCES COMMERCIALES DU ROYAUME-UNI : 37 PAYS AFRICAINS CONCERNÉS

Le gouvernement britannique a lancé le 19 juin 2023 le Système d'échanges commerciaux des pays en développement (DCTS). Destiné à améliorer l'accès au marché britannique pour les pays en voie de développement, il remplacera l'actuel Système de préférences généralisées (SGP). Le DCTS, qui vise à soutenir une croissance durable dans les pays en développement, se manifeste à travers des dispositions relatives à la réduction des tarifs, à la libéralisation des règles d'origine et à la simplification des conditions attachées au régime. Le DCTS s'applique aux pays actuellement bénéficiaires du SGP et comprend 47 pays les moins avancés (PMA) et 18 pays ou territoires supplémentaires classés par la Banque mondiale dans la catégorie des pays à faible revenu (PFR) et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRIT). Le système ne s'applique pas aux pays classés par la Banque mondiale comme pays à revenu intermédiaire supérieur pendant 3 années consécutives, ni aux PFR et PRIT ayant conclu un accord de libre-échange (ALE) avec le Royaume-Uni. Ce régime de préférence commerciale couvre 65 pays en développement, dont 37 en Afrique. Le nouveau régime permettra aux entreprises britanniques de réaliser environ 770 millions de livres (983 milliards de dollars) d'économie grâce à la réduction ou à la suppression des droits de douanes sur plus de 9 milliards de livres d'importation par an. ■

dans le cadre de la promotion du secteur, le rapport note un progrès d'ensemble ayant permis une augmentation de 60% de la transformation en Afrique. ■ F.M

Alliance globale pour le Karité Des résultats et des défis

Malgré une année 2022 difficile, marquée par l'inflation et la perturbation des chaînes de valeur, l'Alliance Globale pour le Karité (AGK) a poursuivi ses activités et intensifié ses actions vers les nouveaux marchés porteurs, notamment en Asie. Elle a ainsi organisé une campagne de sensibilisation pour faire connaître le karité à près de 4,6 millions de personnes. L'AGK a organisé la première conférence asiatique virtuelle et aidé 15 PME à participer aux sa-

lons CosmoProf et CI Korea, à Singapour et en Corée du Sud. Dans le cadre de l'innovation, l'AGK a initié la création d'un prototype d'huile alimentaire à base de karité. Une initiative qui vise à généraliser la consommation d'huile de karité d'abord dans les pays producteurs, puis dans le monde entier, explique l'Alliance dans son rapport 2022. Actuellement, un consortium de trois entreprises béninoises met la dernière main au processus de développement, avec un

déploiement prévu dans les supermarchés d'ici la fin 2023. Consciente de l'évolution perpétuelle du paysage du karité, l'association a entrepris de s'adapter. Dans le cadre du programme de durabilité, les activités des partenaires ont ainsi permis de renforcer les capacités de 69 268 collectrices et transformatrices et de fournir 55 entrepôts à des coopératives au Bénin, au Burkina Faso, au Ghana, au Mali et au Nigeria. Dans son bilan des résultats du Plan stratégique 2021-2025 et

TECH-NOVA Des solutions techniques innovantes

À l'initiative de Cheick Oumar Koné, un ingénieur malien qui évolue dans le monde des Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), l'entreprise TECH-NOVA ambitionne de devenir un véritable repère au Mali et en Afrique dans la conception et la réalisation de solutions techniques innovantes. Une idée née chez notre jeune entrepreneur dès son plus jeune âge, compte tenu des besoins insatisfaits du Mali dans le domaine des NTIC.

Créée en août 2021, l'entreprise TECH-NOVA a pour mission : « la conception et la réalisation de solutions techniques innovantes », selon son promoteur. Un cadre moderne d'outils et de techniques de dernières générations qu'il met en place avec son équipe. TECH-NOVA vient juste d'entamer sa phase de commercialisation avec comme produit-phare TAKANA, un dispositif de sécurité pour les bonbonnes de gaz breveté. TAKANA suscite la curiosité, l'intérêt et l'admiration de tous ceux qui le découvrent et sa version digitalisée permet, à partir d'une applica-

tion sur téléphone portable, de surveiller et de contrôler la cuisson à distance et d'empêcher toute surchauffe et fuite de gaz. « Nous le lançons après 2 ans de tests et d'études du marché suivis de l'achat et de l'installation des équipements de production », nous explique M. Koné. Avec des compétences diverses en la matière, TECH-NOVA est une entreprise innovante avec une équipe de 5 personnes qualifiées et bien formées. Sise à Bacodjicoroni ACI, elle espère réaliser un chiffre d'affaires de 5 millions de francs CFA pour la première année de commercialisation.



L'entreprise de Cheick Oumar Koné propose une solution intelligente pour les bonbonnes de gaz.

Et l'équipe ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. « Nous prévoyons une croissance sur 2 et 3 ans pour atteindre un chiffre d'affaires de 975 millions avec une équipe de 50 employés, pour ainsi contribuer à la réduction de la pauvreté et du chômage au Mali », ambitionne le promoteur. Espérant des appuis et des

accompagnements pour atteindre cet objectif, l'entreprise envisage aussi des partenariats avec certaines structures qui évoluent déjà dans le domaine et qui pourront lui être utiles dans l'acquisition de nouvelles idées, des formations et des partages d'expériences. ■

HAWA TOUMAGNON

MIKADO FM

La radio qu'on aime!

BAMAKO 106.6 FM
MOPTI 91.8 FM TOMBOUCTOU • BER 92.6 FM GAO • MÉNAKA • KIDAL • TESSALIT 94 FM

ACCIDENTS DE LA ROUTE : ENCADRER LES PRATIQUES

Le 13 juin 2023, un grave accident impliquant deux bus de transport en commun et un camion s'est produit sur la route de Ségou. La tragédie a causé 15 décès et 32 blessés, selon un bilan provisoire communiqué par le ministère des Transports et des infrastructures. L'excès de vitesse et la somnolence des conducteurs seraient à l'origine de cet énième drame sur nos routes, malgré les campagnes de sensibilisation. Mais, au-delà des relectures des textes envisagées par les autorités, une application plus stricte de ceux-ci s'impose pour mettre fin à ce qui n'est « pas une fatalité ».

FATOUMATA MAGUIRAGA



Le taux de mortalité routière est de 25 tués pour 100 000 habitants depuis 2015.

Les accidents sont dus essentiellement à trois facteurs : humain, lié à l'état du véhicule et lié à l'état des routes. Le facteur humain représente de 65 à 70%, explique un acteur. L'excès de vitesse, la somnolence au volant, les dépassements non autorisés ou encore la consommation de drogue ou d'alcool sont quelques-uns des comportements relevant du facteur humain qui, seuls ou conjugués, peuvent être à l'origine des accidents. La fréquence et la gravité des sinistres ont justifié pour les autorités la prise de certaines mesures, dont la relecture des textes de l'Agence nationale de sécurité routière (ANASER) pour mieux préciser ses attributions. Selon les statistiques de l'agence, depuis 2015 le Mali connaît un taux de mortalité routière de l'ordre de 25

tués pour 100 000 habitants. Et la plupart des victimes appartiennent à la couche juvénile.

Respect des textes S'il n'existe pas de sanctions spécifiques pour les compagnies de transport qui restent soumises au Code de la route, dont les règles sont aussi valables pour les particuliers, la pratique a révélé des insuffisances

Parmi ces insuffisances figurent l'absence de réglementation relative aux conditions de travail dans les transports routiers, en ce qui concerne les temps de conduite et de repos.

dans les textes et règlements qui régissent la circulation routière, selon le gouvernement, qui a adopté des projets de textes régissant la circula-

tion routière lors du Conseil des ministres du 16 juin 2023. Parmi ces insuffisances figurent notamment la non réglementation du transport mixte, l'absence de moyens adéquats pour contrôler les dépassements de vitesse, l'absence de réglementation relative aux conditions de travail dans les transports routiers, en ce qui concerne les temps de conduite et de repos, ou encore la prolifération de nouveaux tricycles et quadricycles utilisés comme moyens de transport public.

Les améliorations visent donc, à travers l'instauration de sanctions, à corriger non seulement les faiblesses de la législation mais aussi à renforcer la sécurité individuelle et collective sur les routes. Outre les campagnes de sensibilisation, qui pourraient inclure une saine émulation entre les

compagnies pour prévenir les accidents, une application adéquate de la réglementation s'avère nécessaire pour dissuader les contrevenants. ■

EN BREF

JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS : « DE L'ESPOIR LOIN DE CHEZ SOI »



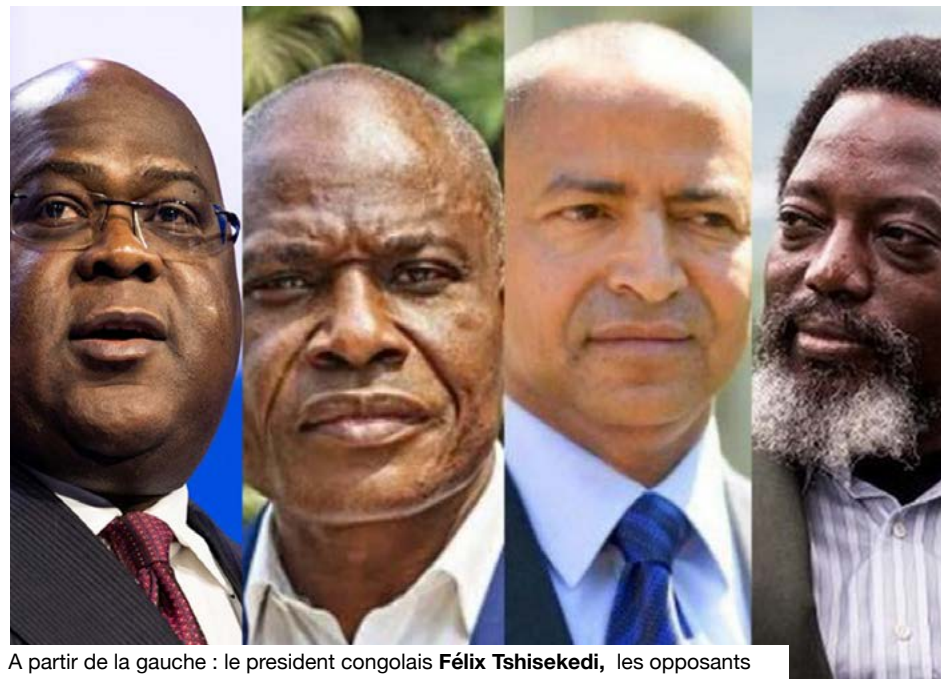
Célébrée pour la première fois au niveau mondial le 20 juin 2001, la Journée mondiale du réfugié est une journée internationale instaurée par les Nations Unies afin de rendre hommage aux réfugiés à travers le monde. Au Mali, le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, en collaboration avec l'État et ses partenaires, a célébré cette journée à Bamako le 20 juin 2023 sur le thème : « De l'espoir loin de chez soi ». « La Journée mondiale du réfugié est l'occasion de favoriser une meilleure compréhension et une plus grande empathie sur le sort des réfugiés, de faire connaître leur résilience alors qu'ils démarrent une nouvelle vie, et met en lumière les droits pour contribuer à sensibiliser la classe politique et à mobiliser des ressources pour que les réfugiés puissent non seulement survivre, mais aussi s'épanouir », a déclaré Mohamed Askia Touré, Représentant du HCR au Mali. Rappelons que sur les 29 millions de réfugiés enregistrés fin 2022 par le HCR à travers le monde, le nombre de réfugiés au Mali a atteint environ 64 000 personnes en avril 2023, majoritairement Burkinabé, Nigériens et Mauritaniens. Au même moment, environ 200 000 Maliens sont réfugiés dans des pays voisins depuis le début de la crise, en 2012. L'assistance mise en œuvre au Mali en faveur des réfugiés est multisectorielle et relative à la documentation, la santé, l'éducation, les abris et les opportunités économiques. ■

H.T

EN RDC, TENSIONS ENTRE LES ACTEURS POLITIQUES À 6 MOIS DES ÉLECTIONS

À six mois des élections, la campagne s'annonce très tendue en République démocratique du Congo, avec une opposition qui fulmine.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



A partir de la gauche : le président congolais Félix Tshisekedi, les opposants Martin Fayulu, Moïse Katumbi et l'ex chef d'Etat du pays Joseph Kabila.

La présidentielle, à un seul tour, est prévue pour le 20 décembre et couplée aux élections des députés nationaux et provinciaux et des conseillers communaux. Félix Tshisekedi, Président depuis janvier 2019, est candidat à un second mandat de 5 ans. Mais plusieurs opposants, Moïse Katumbi, Matata Ponyo, Delly Sesanga et Martin Fayulu, dénoncent déjà les scrutins à venir. Ils considèrent que le fichier électoral est « fantaisiste », notamment parce que « l'enrôlement » n'a pu avoir lieu dans des

territoires en proie aux violences armées et que « l'audit » a été réalisé en un temps record de cinq jours. Le parti de l'ancien Président Joseph Kabila, qui est sorti de son mutisme le 16 juin, a quant à lui demandé à ses militants de boycotter le processus électoral. Une stratégie désormais partagée par Martin Fayulu. Face à la presse, le 19 juin, il a annoncé boycotter les élections. « Nous avons décidé de ne pas déposer les candidatures de nos membres à tous les niveaux des élections tant que le fichier électoral, c'est-à-dire la liste des électeurs,

BRICS Macron veut se rendre au prochain sommet

Le Président français Emmanuel Macron souhaite participer au prochain sommet des BRICS, formés du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud. La demande formulée par le chef de l'État français à son homologue sud-africain a été confirmée par sa ministre des Affaires étrangères. En visite en Afrique du Sud le 19 juin, la cheffe de la diplomatie française, Catherine Colonna, a évoqué la question avec Naledi Pandor, ministre sud-africaine des Affaires étrangères. Cette dernière a souligné que le projet était envisageable mais précisé que le pouvoir d'invitation était entre les mains du Président Cyril Ramaphosa, hôte du

sommet. Il sera à Paris du 22 au 23 juin pour participer à un sommet pour un nouveau pacte financier. Parmi les membres des BRICS, outre l'Afrique du Sud, seule la Russie a réagi à cette demande. La France doit expliquer pour quelles raisons Emmanuel Macron voudrait se rendre au prochain sommet des BRICS en Afrique du Sud, a fait savoir la porte-parole de la diplomatie russe à Sputnik. Même si Paris n'a pas encore avancé les raisons de cette éventuelle participation, selon des observateurs, le Président Macron veut explorer d'autres voies en se rapprochant notamment des « pays émergents ». ■

B.S.H

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

UKRAINE : L'UNION EUROPÉENNE ACCROÎT SON AIDE

Les pays de l'Union européenne vont former 30 000 soldats ukrainiens en 2023, a annoncé le 20 juin le ministère ukrainien de la Défense, au moment où son armée a lancé une contre-offensive visant à libérer les territoires occupés par la Russie. « L'objectif stratégique est de renforcer les capacités des forces armées ukrainiennes pour la conduite efficace des opérations, la protection de la souveraineté et la restauration de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, (ainsi que) la protection des civils », a expliqué Oleksiy Reznikov. Ce dernier avait jugé en avril que l'aide n'était pas suffisante et « ne le serait jamais ». Cette annonce intervient le même jour que la demande de la Commission européenne aux États membres de l'UE d'accorder une rallonge budgétaire de 50 milliards d'euros au budget des 27 pour aider l'Ukraine jusqu'en 2027. Cette aide est entérinée alors qu'une conférence internationale se tient actuellement à Londres pour lever des fonds en vue de la reconstruction de l'Ukraine. L'Union européenne a aussi déjà annoncé qu'elle allait accroître les livraisons d'armes à l'Ukraine afin que la contre-offensive soit un succès. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

KAYES : 4 PERSONNES CONDAMNÉS POUR FRAUDE LORS DU DEF

Quatre personnes interpellées et placées sous mandat de dépôt pour fraude aux examens lors du DEF ont été condamnées le 20 juin par le Tribunal de grande instance de Kayes à trois ans de prison avec sursis. Ces quatre personnes, dont un enseignant et un parent d'élève, avaient été interpellées avec des sujets traités de physique-chimie mis sur un groupe WhatsApp appelé « Les professeurs de l'école ». L'enquête a abouti à l'interpellation et au placement sous mandat de dépôt du directeur de l'école privée Aimé Césaire et d'autres personnes. Le gouvernement avait prévenu avant les examens sur les conséquences des fraudes. D'après Renouveau, cinq autres personnes, mises aux arrêts et transférées à la Maison centrale d'arrêt de Markala pour « fraude, sabotage et détention des traités des sujets en complicité avec des candidats à l'interne », attendent leur procès. ■

H.T

CAN U23 : LE MALI VISE LE PODIUM ET LES JEUX OLYMPIQUES

Du 24 juin au 8 juillet se tiendra au Maroc la 4ème édition de la Coupe d'Afrique d'Afrique des Nations U23. Le Mali, qui y prend part, a pour ambition de terminer au moins parmi les trois premiers de la compétition.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



L'équipe des U 23 sera emmenée par Boubacar Traoré.

Alou Badra Diallo dit Conty peut désormais exclusivement enfile sa casquette de sélectionneur des U23. Après avoir participé le 18 juin à la qualification du Mali à la prochaine Coupe d'Afrique des Nations en tant qu'assistant d'Eric Sékou Chelle, Diallo se tourne

désormais vers le Maroc et le début de la CAN qui doit démarrer ce samedi. Le Mali entrera en lice dimanche face au Gabon. Il y a moins de deux semaines, le Mali devait affronter un autre adversaire, suite à un incroyable imbroglio qui avait conduit à la disqualification du Gabon, remplacé

par le Cameroun... finalement out après la réintégration du Gabon. Le Mali devra passer outre cette affaire pour confirmer être parmi les favoris de la compétition. Il revient de loin. Après une défaite face au Sénégal 3-1 à l'aller, les Aiglons ont complètement renversé les Lionceaux à Bamako au retour (3-0). Une victoire rendue possible grâce aux jeunes qui font la navette entre les U23 et les Seniors, Kamory Doumbia en tête. L'attaquant du Stade de Reims avait inscrit le 2ème but de la rencontre. Mais les Aiglons vont devoir faire sans Kamory Doumbia et Nènè Dorgeles cette fois-ci. Selon des informations non encore confirmées, leurs clubs se sont opposés à leur sélection. La présence d'El Bilal Touré était aussi espérée, mais l'attaquant n'est finalement pas là. Les Aiglons ont tout de même des arguments à faire valoir. Ils seront emmenés par Boubacar Traoré, leader technique de l'équipe. Le niveau du joueur, prêté cette saison à Wolverhampton, sera scruté après plusieurs mois de blessure. Le Mali est dans le groupe B avec le Gabon, vainqueur du tournoi en 2011, le Niger et l'Égypte, tenante du titre.

Double enjeu La CAN U23 au Maroc a un double enjeu. Au-delà du trophée, les trois meilleures sélections se qualifieront pour les Jeux Olympiques de 2024 à Paris. Une compétition dont plusieurs joueurs rêvent, réservée aux moins de 23 ans. Mais la sélection nationale pourra toutefois être complétée par trois joueurs qui dépassent cet âge. ■

Draft NBA Où jouera Adama Sanogo ?

Champion universitaire en avril dernier avec les Huskies du Connecticut et meilleur joueur du tournoi, le Malien Adama Sanogo a décidé de s'inscrire à la Draft, la loterie qui permet à de jeunes joueurs d'intégrer la NBA s'ils sont choisis par l'une des 30 équipes de la Ligue. C'est dans la nuit du jeudi 22 au vendredi 23 juin que se tiendra l'édition 2023. Selon des sites spécialisés, Sanogo sera sélectionné au-delà des 30 premiers choix. 4 équipes sont en ballottage pour l'intégrer dans leur effectif. Les Washington Wizards, les Cleveland Cavaliers, les Memphis Grizzlies et les Denver Nuggets, champions en titre, qui pourraient le sélectionner en 40ème position. Joueur athlétique, très bon dans la raquette, Sanogo a d'après plusieurs observateurs un profil très recherché, à la Anthony Davis. Il a aussi de bonnes statistiques aux tirs, notamment à 3 points, ce qui de fait un joueur contre lequel il est difficile de défendre. ■ **B.S.H**



CARTONS DE LA SEMAINE

Auteur du but de la victoire (1-0) le 19 mai face à la Grèce, **Kylian Mbappé** a inscrit son 54ème but, toutes compétitions confondues. Cette réalisation fait de l'attaquant et capitaine des Bleus le joueur français le plus prolifique sur une saison, devant Just Fontaine, qui n'en avait marqué que 53.

Le footballeur néerlandais **Quincy Promes** a été condamné le 19 juin à un an et demi de prison pour avoir poignardé son cousin lors d'une fête familiale en 2020. Le joueur, qui évolue en Russie, doit payer 7 000 euros de dédommagement. La justice néerlandaise souhaite également entendre l'attaquant dans une histoire de trafic de drogue.

LES NOUVEAUX PROJETS DE TOUMANI SANGARÉ

Réalisateur et Directeur d'une école de cinéma, Toumani Sangaré jongle avec ses multiples casquettes au quotidien. Le Franco-malien, inspiré par l'Afrique pour ses réalisations, va bientôt présenter une nouvelle série.

HAWA TOUMAGNON



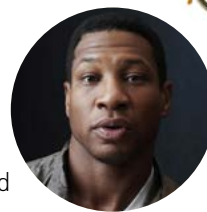
La prochaine production du réalisateur Toumani Sangaré sera bientôt disponible.

Installé au Sénégal depuis une année, Toumani Sangaré dirige l'école Kourtrajmé, un établissement de formation aux métiers du cinéma. Cette école est la toute première en Afrique du collectif homonyme, dont Toumani Sangaré fait partie, cofondé par Romain Gavras, Kim Chapiro et Ladj Ly. Le dernier, Franco-malien comme M.Sangaré, a remporté le Prix du jury du festival de Cannes 2019 pour son film « Les Misérables ». Poussée notamment par M. Sangaré et M.Ly, l'idée était

de mettre en place cette école de cinéma au Mali. « Je me suis installé au Sénégal parce que nous avions l'ambition de créer une école de cinéma en Afrique, au Mali. Mais les bailleurs qui ont financé le projet étaient plus réceptifs à la destination Sénégal à cause de la situation sécuritaire et économique au Mali en janvier 2022. Je me suis donc installé dans ce pays afin d'y monter le projet » explique Toumani Sangaré. L'école, gratuite, forme actuellement 14 élèves scénaristes et 15 en réalisation.

INFO PEOPLE

JONATHAN MAJORS DEVANT LE TRIBUNAL



À l'affiche de Creed III et Ant Man, Jonathan Majors a été arrêté en avril dernier par la police de New York pour coups et blessures, suite à l'hospitalisation d'une jeune femme de trente ans, Grace Jabbari. Celle-ci l'accuse d'agression. Les médecins en charge de Jabbari ont relevé différentes traces de blessures à la tête et au cou de la victime présumée. Jonathan Majors clame son innocence. Le 13 juin, l'acteur est apparu devant les tribunaux de la Cour de New York pour une audience préliminaire, en vue de fixer l'ouverture de son procès. Il aura lieu le 3 août prochain. En attendant, plusieurs grands studios ont repoussé les dates de sorties de productions impliquant Majors.

LADY GAGA ANNONCE SON RETOUR



Après des mois de silence et de distance avec les réseaux sociaux, Lady Gaga a donné une lueur d'espoir aux fans qui attendaient impatiemment son retour. La chanteuse de Poker Face a publié un long message sur son compte Instagram pour se faire pardonner, justifiant son absence comme nécessaire d'un point de vue personnel et professionnel. L'occasion pour la star de 37 ans d'évoquer ses projets, dont un film autour de sa tournée 2022, The Chromatica Ball, qui avait été reportée par deux fois en raison de la pandémie. La suite du Joker de Todd Phillips, Joker, Folie à deux, dans lequel elle partagera l'affiche avec Joaquin Phoenix, sortira dans les salles le 2 octobre 2024.

Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Idelette BISSOU - Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOUI - Fatoumata MAGUIRAGA - Aly Asmane ASCOFARÉ

Stagiaire : Hawa TOUMAGNON

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MEDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : + 223 44 90 26 40
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com

L'EAU C'EST LA VIE
LA VIE C'EST

EAU MINÉRALE
DIAGO
NATURELLE

